



TOUS DANS LE MEME BATEAU

NICOLAS JABKO

L'accord franco-allemand arraché à Bruxelles le 25 mars 2010 n'est qu'une trêve dans un conflit latent entre les Etats de la zone euro. La Grèce reste sur la sellette à cause de son énorme déficit public et de son incurie économique. L'Allemagne est de plus en plus critiquée pour ses excédents commerciaux records, gagnés à force de comprimer ses coûts. Entre les deux, la France tente maladroitement de jouer les arbitres, reprochant tantôt à la Grèce de courir à la faillite, tantôt à l'Allemagne de ne pas stimuler sa consommation intérieure. Cette cacophonie s'est accompagnée d'un repli nationaliste. Les pires clichés sur l'hégémonisme allemand et l'indolence des pays du « club med » ont refait surface.

Si la diplomatie française a finalement contribué à un compromis qui a permis de sauver la face de la zone euro, elle a surtout révélé un antagonisme profond. Devant le Parlement allemand, Angela Merkel avait réagi aux propos critiques de Christine Lagarde en avançant l'idée d'exclure la Grèce de la zone euro. Or cette hypothèse est « absurde », comme l'a dit Jean-Claude Trichet, président d'une BCE pourtant hostile à toute solidarité inconditionnelle avec la Grèce. En l'absence d'un dispositif d'exclusion dans les traités, il faudrait obtenir l'accord de tous et en particulier des Grecs, qui n'auraient aucune raison de s'exclure eux-mêmes.

Le fait est que l'euro unit les Etats qui l'ont adopté de façon difficilement réversible. Officiellement, les Etats membres ont proclamé le 26 mars leur volonté d'« atteindre l'objectif d'un cadre amélioré de résolution de crise et d'une meilleure discipline budgétaire, en explorant toutes les options permettant de renforcer le cadre juridique. » Mais il est clair que l'option de l'exclusion n'est tout simplement pas envisageable – à moins de négocier un

nouveau traité, une perspective pour l'instant peu probable. La crise grecque concerne donc tous les Européens, pas seulement les Grecs, et elle a peu de chance de déboucher sur une solution satisfaisante à court terme.

Comment en est-on arrivé là ? Depuis le Traité de Maastricht, les gouvernements ont toujours su que le processus de convergence serait difficile et périlleux. Mais chacun trouvait des avantages à la monnaie unique. L'Allemagne y voyait une façon d'approfondir la construction européenne, mais aussi d'éviter toute réévaluation de sa monnaie vis-à-vis de ses principaux partenaires commerciaux. La France comptait retrouver, grâce à un leadership partagé avec l'Allemagne, une maîtrise indirecte de ses taux d'intérêt et une voix dans les discussions monétaires internationales. La Grèce, comme beaucoup de petits pays, espérait surtout voir baisser ses charges d'endettement.

Le passage à l'euro n'a pas effacé les divergences entre les Etats, mais il leur a imposé un destin commun. Pour le meilleur et pour le pire, les Européens de la zone euro sont aujourd'hui tous dans le même bateau. Les dirigeants allemands savent que la menace d'exclusion de la Grèce n'est pas crédible. Ils pourraient, à la rigueur, menacer de sortir eux-mêmes de l'euro et de ressusciter le deutschemark. Mais ceci est pour l'instant un scénario de politique-fiction, non seulement parce que l'Allemagne renoncerait ainsi à tout leadership européen, mais aussi parce qu'une sortie de l'euro pourrait enrayer un modèle économique allemand qui repose sur les exportations. En effet, une nouvelle monnaie allemande atteindrait des sommets jamais atteints dans le passé par le deutschemark, ce qui réduirait à néant ses efforts de compétitivité-coût.

Si Angela Merkel a parlé d'exclure la Grèce, c'était donc avant tout pour envoyer des messages politiques. A la veille d'une élection importante, elle s'adressait d'abord à une opinion allemande très remontée contre tout renflouement des finances publiques grecques. Beaucoup d'électeurs, eux-mêmes sollicités pour des efforts sans cesse accrus de modération salariale, ne voient pas pourquoi l'Allemagne aiderait un pays qui n'a jamais su s'imposer aucune discipline. Mais la chancelière s'adressait aussi aux partenaires européens de l'Allemagne : non seulement à la Grèce, mais aussi à la France. Les dirigeants allemands n'entendent pas se laisser tordre le bras, alors qu'ils estiment que leurs partenaires n'ont jamais respecté leurs engagements de discipline budgétaire.

Les dirigeants français, face à la montée au créneau d'Angela Merkel, doivent savoir que l'avenir même de l'Union économique et monétaire est en jeu. Il est vain de hurler avec les loups contre l'égoïsme allemand ou la paresse grecque. Car si la crise grecque ne se dénoue pas rapidement et si l'Allemagne persiste à exiger un mécanisme inflexible de sanctions dans les mois à venir, tout le monde saura à quoi s'en tenir sur la solidarité européenne. Les marchés financiers vont finir par en conclure que la zone euro n'est rien de

plus qu'un système monétaire européen particulièrement rigide, dans lequel chaque Etat membre reste sujet à la faillite et donc vulnérable à la spéculation. La France risquera de se retrouver elle-même face à une contrainte fortement accrue de discipline budgétaire et de compression de ses coûts.

Les conséquences pour l'Europe en seraient dramatiques. On pourra oublier non seulement le Pacte de stabilité et de croissance, mais aussi toute idée de coordination des politiques économiques. Il faudra dire adieu – au moins à court terme – au vieux rêve français d'un « gouvernement économique » de la zone euro. C'est la contrainte du marché qui s'imposera avant tout, alors même que l'euro a toujours été conçu par la France comme un moyen de regagner de la souveraineté face aux marchés et sur la scène internationale. La zone euro pourrait alors rapidement devenir une communauté artificielle d'Etats égocentrés et minés par la déflation. Après de nombreuses années de faible croissance, elle finirait sans doute par s'effondrer, comme jadis l'étalon-or.

La seule façon d'éviter un tel déclin serait pour tous les Etats de la zone euro de reconnaître pleinement qu'ils partagent désormais un destin commun. Alors seulement pourra-t-on esquisser une solution équilibrée : davantage de solidarité européenne, mais aussi davantage de discipline en contrepartie. Il reste à voir si les Etats membres sauront vraiment sortir de leurs ornières nationales et tirer de la crise grecque les leçons qui s'imposent. Une chose est sûre : si les Européens veulent sauver l'euro, ils ne pourront pas indéfiniment se contenter de le soutenir en paroles.

Nicolas Jabko, directeur de recherche au CERI (Sciences Po) ; auteur de *L'Europe par le Marché : Histoire d'une stratégie improbable* (Paris, Presses de Sciences Po, 2009)